



agence de presse espagne populaire

Nº 26

édité en espagnol, français, allemand, italien, anglais.

1-JUILLET-73

Sommaire

<u>LA GREVE GENERALE EN NAVARRE</u>	p. 2
Déploiement policier sans precedents a Pampelune	
et feroce repression fasciste.....	p. 5
Appel du Comité pro-FRAP d'Euzkadi.....	p. 6
<u>AUTRES LUTTES OUVRIERES</u>	
La grande grève de la C.A.F.	
Michelin en grève	
Grève dans les PTT pour la première fois sous le	
franquisme. Etc. Etc.....	p. 7
<u>CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT DE LA DICTATURE</u>	p. 8
<u>LA REPRESSION FRANQUISTE</u>	
(Detentions, mesures arbitraires, tortures, etc.).....	p. 9
<u>ACTUALITE POLITIQUE</u>	
Celebration du 1er Congrès du P.C.E.(m-1).....	p.12
Document du C.C. pro-FRAP sur le tourisme.....	p.13
Important article du journal republicain "Politica"...	p.13
Scissions dans l'organisation de M. Carrillo.....	p.14
Document de l'organisation de Galice du PCE(m-1).....	p.14
<u>LUTTES POPULAIRES</u>	
Boycott populaire des autobus a Grenade.....	p.15
Autres luttes populaires.....	p.15
<u>DIVERSES NOUVELLES</u>	p.16

NAISSANCE ET DEROULEMENT DE LA GREVE GENERALE

(INFORMATION DONNEE PAR L'OPPOSITION SYNDICALE OUVRIERE DE EUZKADI)

LA GREVE CHEZ "MOTOR IBERICA"

Avant le début du mois de Mai, 200 ouvriers de l'usine MOTOR IBERICA (contrôlée par l'entreprise yankee Massey Ferguson) située à Noain (à 6 km de Pampelune) se sont mis en grève pour obtenir un salaire supplémentaire auquel ils avaient droit. Comme l'entreprise ne répondait pas à cette revendication, les ouvriers au cours d'un vote à bulletin secret décidèrent de se mettre en grève par 189 voix pour. La direction répondit en mettant à pied pour 2 jours tout le personnel.

Pendant les jours suivants la grève continue et l'entreprise décide de lancer un acte d'accusation contre 17 des ouvriers les plus combattifs. Le personnel en bloc répond par l'occupation de l'usine. La Magistrature du Travail confirme les licenciements et la direction menace les grévistes, en disant qu'elle transportera les installations et les machines à Saragosse si l'on ne revient pas à une situation normale.

Tandis que la grève continue chez MOTOR IBERICA, les 8 et 9 Juin sont organisées des assemblées de solidarité chez AUTHI et SUPER SER au cours desquelles se produisent les premiers affrontements avec la police. Le samedi 9 a lieu une manifestation dans le centre de Pampelune avec des affrontements entre la police et les ouvriers armés de bouteilles vides.

Le lundi 11, à 6 h. du matin, la direction, avec l'aide de la Garde Civile et de la Police Armée se présente à l'entreprise et commence à sortir les machines dans des camions de l'usine. A ce moment-là, les 200 ouvriers de chez MOTOR IBERICA, avec leurs femmes et leurs enfants et accompagnés de nombreux habitants de La Chantrea et de Noain s'affrontent aux forces de répression pour empêcher que des machines sortent de l'usine. La Garde Civile et la police chargent sans discrimination contre les femmes, les enfants, les ouvriers et même des bonnes sœurs qui s'étaient jointes; tous se défendent comme ils peuvent, mais ils sont expulsés de l'usine. Ils décident alors d'occuper la route de Saragosse pour empêcher que l'on emmène les machines. La Garde Civile et la police chargent à nouveau, frappant les travailleurs et leurs familles qui ne peuvent empêcher, à cause de leur infériorité numérique qu'on emmène les machines.

Ce même jour les ouvriers avec leurs femmes et leurs enfants décident d'organiser des piquets de grève qui iraient dans les grandes usines de Pampelune pour faire appel à la solidarité des travailleurs et plus tard ils décident d'aller s'enfermer dans l'église du Salvador dans le quartier populaire de la Rochapea pour attirer l'attention de tout le prolétariat et le peuple de Navarre. Rapidement, la nouvelle du démantèlement des machines et des affrontements des ouvriers avec les forces de répression a cours parmi tout le peuple de Pampelune, soulevant une formidable vague d'indignation populaire.

LA GREVE GENERALE EN NAVARRE

Depuis le début de la grève en Mai, l'O.S.O. avait organisé une campagne d'agitation en solidarité avec la lutte de chez MOTOR IBERICA, et le 11, le Comité local de l'O.S.O. de Pampelune lance un manifeste qui est distribué dans les principales usines et tous les quartiers populaires, informant de ce qui est arrivé et lançant pour la première fois (aucune autre organisation ne l'avait fait) le mot d'ordre de GREVE GENERALE. Dans ce manifeste, on appelait aussi à former des piquets, à faire des manifestations et à créer des caisses de résistance pour maintenir la mobilisation et les grèves indéfiniment jusqu'à l'obtention de toutes les revendications.

Les 12, 13 et 14, la grève s'étend à la totalité des grandes usines de Pampelune (AUTHI, TORFINASA, ESTEBAN, SUPER SER, PAPELERA, MEPAMSA, POTASAS etc...) en solidarité avec les ouvriers licenciés de chez MOTOR IBERICA. Les grandes usines de Tafalla, Estella, Irurzun, Berrio - zar; Alsasua et d'autres localités de Navarre se mettent en grève aussi ainsi que celles de la ceinture industrielle proche de Pampelune (Burlada, Noain, etc...). Les ouvriers font des assemblées, forment des piquets pour consolider et étendre la grève et organisent la solidarité avec les ouvriers licenciés.

Chez AUTHI, 150 ouvriers sont licenciés et il y a des affrontements avec la police. La route de Saragosse est occupée et coupée plusieurs fois par les ouvriers de chez POTASAS, MEMPASA, SUPER SER, et PAPELERA et il y a des luttes de plusieurs heures avec barricades, attaques et contre-attaques avec toutes sortes d'armes et d'ustensiles. Chez IMENASA il y eut aussi de violents affrontements au cours desquelles les ouvriers se sont armés d'outils et ont jeté des bidons d'acide sulfurique afin d'empêcher l'entrée de la police dans l'usine.

Le 14, la grève est presque générale à Pampelune (où il y a déjà 15 000 ouvriers en grève) et la lutte commence à s'étendre à d'autres secteurs populaires: dans le quartier de La Rochapea, les affrontements populaires commencent avec les forces de répression. Ce jour-là, de grandes barricades sont élevées.

Les 12, 13 et 14, les organisations qui appartiennent au Comité pro-FRAP déploient une grande activité dans l'organisation de piquets destinés à étendre la grève, qui visitent les petites entreprises, surveillant et punissant les briseurs de grève et les mouchards, aidant à élever des barricades, préparant des groupes d'auto-défense, coupant les routes dans les environs de Pampelune, peignant les mots d'ordre révolutionnaires: GREVE GENERALE ILLIMITEE JUSQU'A LA REINTEGRATION DES OUVRIERS DE CHEZ MOTOR IBERICA etc..., distribuant des tracts et les publications respectives de ces organisations telles que "Vanguardia Obrera", "Emancipación", "Acción", de la main à la main et publiquement. Le 14 fut distribué, parmi les ouvriers des grandes usines et dans les quartiers populaires, un appel du Comité de Pampelune du PCE(m-l) dans lequel était lancé le mot d'ordre de GREVE GENERALE DE TOUT LE PEUPLE DE NAVARRE; on en expliquait la nécessité en solidarité avec les licenciés de chez MOTOR IBERICA et d'autres usines et l'on proposait la mise sur pied de formes violentes de lutte.

=====

Le moment le plus important de la GREVE GENERALE de Navarre a lieu le vendredi 15 et le samedi 16 juin. La grève s'étend des grandes usines aux plus petites, au commerce, la banque, les transports (le peuple de Pampelune avait subi le 9 juin une hausse du prix des transports de 50%, Le peu d'autobus qui ont circulé pendant la grève générale l'ont fait avec deux policiers, mitraillettes en main, à l'intérieur), les collèges les écoles, etc. Dès les premières heures de la matinée les piquets, les détachements et les commandos d'ouvriers, auxquels participaient pour beaucoup les militants du FRAP, se déplaçaient en groupes compacts et organisés, disposés à paralyser totalement la vie de la capitale. Les uns allaient de la banlieue au centre, les autres parcouraient différentes zones de la ville et de ses environs. Les résultats furent immédiats. Les employés de banque, de bureau et de commerce sortaient dans la rue en criant et manifestant leur soutien aux ouvriers en grève et en particulier aux licenciés de chez Motor Iberica. En moins d'une heure et demie la totalité des activités de tout genre à Pampelune sont restées paralysées.

Les employés des Telephones, de l'eau et de l'électricité ainsi que la totalité des bars, des cafeterias et des restaurants cessèrent toute ac-

tivité. Les écoles techniques ainsi que tous les lycées et les écoles primaires cessent aussi toute activité ainsi que la totalité des facultés de l'Université de Navarre. (Pendant ces jours-là on vit même des groupes de jeunes gens de 8 et 10 ans fustiger et insulter les forces de répression). A 10 h. du matin, Pampelune était une ville occupée par le peuple. Les établissements et les institutions fascistes se sont vus obligés de fermer par peur des représailles populaires (même le siège des "Alfereces Provisionales", organisation fasciste paramilitaire.)

Les affrontements, les barricades, les courses, les persecutions, les arrestations, les attaques et les contre-attaques se succédaient dans tous les endroits, tant dans les faubourgs que dans le centre de la ville. Un mot d'ordre courait de bouche en bouche: "Certains d'entre nous tomberont mais eux aussi tomberont".

Dans les quartiers ouvriers les travailleurs s'emparèrent de camionnettes avec lesquelles ils transportent des pierres vers les lieux de combat et les barricades qui s'étendent partout. Tout le peuple de Pampelune participe vraiment à cette lutte. Il arrive que des femmes, même des femmes âgées qui, en plein affrontement entre travailleurs et policiers, descendent de chez elles des seaux et toutes sortes d'objets pour les barricades. De même, chaque maison se convertit en un refuge sûr pour tout ouvrier ou manifestant se trouvant dans une situation difficile.

Chez SUPER SER, POTASAS, LANDABAN se construisent des barricades avec des voitures renversées, la circulation est coupée sur la route, les ouvriers manifestent. A midi, des milliers d'ouvriers se concentrant en manifestation sur la place du Castillo, et plusieurs affrontements ont lieu au cours desquels la police utilise des gaz lacrimogènes et des armes à feu. A 13,30, il y a une autre grande manifestation contre le syndicat vertical-fasciste CNS.

Le gouverneur civil fasciste donne carte blanche à la police pour qu'elle rétablisse l'ordre. Les détenus sont bientôt plusieurs centaines, et ils sont emprisonnés par les forces fascistes dans l'arène qui se convertit de cette façon en un camp de concentration. Même des enfants de 13 et 15 ans sont arrêtés et frappés. Il y a plusieurs blessés graves par balle.

Le vendredi 15 la grève s'étend dans toutes les agglomérations ouvrières ou importantes de la province: Villalba, Tafalla, Estella, Tudela, Burlanda, Alsasua, etc, en dépit des efforts de la police pour isoler la capitale du reste. A la fin de la journée on peut parler de GREVE GENERALE DANS TOUTE LA NAVARRE: Plus de 100.000 travailleurs participent d'une façon ou d'une autre à la grève.

Le samedi 16, la totalité des usines de ces localités et de beaucoup d'autres, même les petits ateliers, continuent la grève générale. A Pampelune, la police essaie de prendre militairement le quartier de Landaban et celui de San Jorge. Les travailleurs s'y dirigent, ils construisent des barricades et font face à l'agression des "brigades spéciales anti-troubles" créées récemment. La lutte est acharnée et se poursuit toute la matinée. Face à la recrudescence de la lutte, apparaît un corps de la Garde Civile qui fait usage de ses armes et blesse plusieurs personnes.

Chez IMENASA, les ouvriers qui occupaient l'usine sont attaqués en sortant par un grand nombre de policiers à pied et en voiture et il y a une lutte héroïque parce qu'inégale.

Les travailleurs de chez SUPER SER s'affrontent à la police, utilisant toutes sortes d'objets, depuis des pierres jusqu'à des bouteilles vides. La lutte continue pendant la nuit.

Dans le quartier de la Rochapea les affrontements violents deviennent très importants. Le quartier est empesté par la fumée des bombes lacrymogènes.

Du côté des organisations du FRAP, l'agitation continue par tous les moyens. De nouveaux tracts sont distribués et des inscriptions sont peintes pour soutenir la grève générale et l'amplifier. De leur côté, les divers groupes réformistes appartenant aux Commissions Ouvrières qui jusqu'alors n'avaient pas pris position publiquement sur la grève générale, commencent à introduire des mots d'ordre tels que= "Ne pas insulter les forces de l'ordre", "Ne pas sortir de l'enceinte de l'usine", "Ne pas s'affronter à la police pour ne pas provoquer d'arrestations", etc., et ils demandent "d'aller à la campagne le dimanche 17" et de se disperser pour relâcher le climat de tension. Ces mots d'ordre ont semé la confusion parmi les masses. Le Comité pro-FRAP de Pampelune, réuni en permanence, et malgré la répression sélective qui s'abattait déjà sur ses forces, il lance une campagne d'agitation massive en essayant de faire obstacle à la dispersion démobilisatrice.

Au cours du dimanche 17, les militants du FRAP se multiplient pour continuer la mobilisation des masses. Des piquets de militants distribuent des tracts, collent des affiches et peignent des inscriptions appelant à la poursuite de la lutte et à se manifester ce dimanche. Toutes les forces de la Brigade Politico-Sociale se lancent à la chasse des piquets du FRAP. Des dizaines et des dizaines de policiers secrets, sous les déguisements les plus invraisemblables (aveugles, balayeurs, grooms, etc.) cherchent les militants du FRAP avec l'aide de la police armée.

L'après midi, 14 personnes sont arrêtées alors qu'elles appelaient à une manifestation à 20 h. au centre de la capitale. Cette manifestation n'eut pas lieu finalement à cause de la concentration policière. Cependant les affrontements ont continué dans d'autres zones et toutes les salles de spectacles sont restées fermées ainsi que la grande majorité des bars et des cafeterias. Il faut souligner l'arrivée, le dimanche, à Pampelune de nombreuses personnes de Logroño, Guipuzcoa, etc, pour soutenir les grévistes et les manifestants.

Le lundi 18 et le mardi 19 on avait réussi à réactiver l'ambiance révolutionnaire parmi la classe ouvrière de Navarre qui continua la grève générale.

Les ouvriers de chez SUPER SER, IMENASA et d'autres usines réussissent à y entrer et à les occuper à nouveau. La police essaya de pénétrer dans les usines pour expulser les ouvriers et empêcher la célébration d'assemblées. Dans les 2 entreprises citées les travailleurs, armés de toutes sortes d'outils et d'objets métalliques firent front aux tentatives de la "gristapo" qui fit usage de ses armes à feu, blessant plusieurs ouvriers, mais elle ne réussit à expulser les travailleurs d'aucune des 2 usines.

On sait aussi que dans plusieurs usines d'Irun, Eibar, Beasain et d'autres localités de Guipuzcoa on a enregistré des arrêts de travail de solidarité. A Barcelone, le 20, un commando a attaqué la délégation de MOTOR IBERICA, incendiant plusieurs tracteurs avec des cocktails Molotov. En d'autres points d'Espagne, il y a eu des campagnes d'agitation et d'explication sur la grève générale de Navarre, campagne appelant à la solidarité avec les ouvriers licenciés et poursuivis.

Les 20, 21, 22 et 23, les affrontements et les manifestations ont continué dans les quartiers populaires et bien que les commerces, les banques le transport aient repris lentement le travail, les ouvriers de MOTOR IBERICA et toute la classe ouvrière de Navarre (plus de 20.000 travailleurs) se maintiennent fermes dans la grève jusqu'à ce que soit obtenue la read-

mission de la totalité des licenciés, l'application d'aucune sanction et la libération de tous les détenus. Au moment de transmettre cette chronique, dimanche 24 juin, la GREVE GENERALE de la classe ouvrière continue dans la totalité des grandes entreprises de Navarre, la plus grande partie des moyennes et beaucoup des petites.

=====

DEPLOIEMENT POLICIER SANS PRECEDENTS A PAMPELUNE ET FEROCES REPRESSIONS

Dès les premiers jours de la grève, les forces de répression de la dictature, la Police Armée, la Garde Civile, la BPS, furent augmentées par l'envoi d'autres unités de différents points d'Espagne (Guipuzcoa, Biscaye, Valladolid, Saragosse, Logroño, etc.). On calcule que plus de 5.000 flics furent envoyés en Navarre, dont 4 des corps spéciaux de répression, les "Banderas Móviles". Le nombre de police secrète et de police armée en civil qui se promènent dans la ville est incalculable. Les forces de répression ont augmenté de telle façon que dans plusieurs casernes de l'armée on envoie des soldats coucher chez eux pour pouvoir loger les policiers. De même il fut demandé à plusieurs directeurs d'entreprise de laisser dormir dans celles-ci les policiers. Des effectifs de l'armée furent envoyés aussi pour surveiller la frontière et permettre ainsi à la Garde Civile de venir à Pampelune.

De son côté le nouveau président du gouvernement fasciste, l'amiral Carrero Blanco, dans une intervention spéciale à la télévision et à la radio fit un appel pour que l'ordre soit maintenu par tous les moyens, donnant carte blanche à la police et insultant et menaçant le peuple de Navarre.

Pendant toute la grève la dictature a commis toutes sortes d'abus contre le peuple de Navarre. Les coups, les poursuites, les arrestations massives et sans discrimination, les attaques contre des usines, des quartiers et des maisons particulières ont été à l'ordre du jour. Les forces de répression ont fait plusieurs fois usage d'armes à feu. Chez SUPER SER la police a blessé quelques ouvriers. A Noain, le 17, un militant du PCE (M-L) a été blessé quand avec beaucoup d'autres ouvriers ils élevaient des barricades contre lesquelles la police et la garde civile ont tiré. Ils firent aussi usage des armes à feu chez IMENASA sur la Place du Castillo, dans les quartiers de La Rochapea, San Jorge, Chantrea, à Villalba, etc... Dans la rue Descalzos un militant du PCE (M-L) a été poursuivi à coups de feu au milieu d'une foule nombreuse qui remplissait la zone. De même la Police Armée a fait usage du nouvel armement "anti-troubles". Ils ont utilisé aussi pour la répression des hélicoptères qui survolaient la ville pour détecter les concentrations et les mouvements de masse, ainsi que des voitures munies de tuyaux d'arrosage (dont certaines venaient du parc des pompiers). Pour intimider et paralyser par la terreur le peuple de Pampelune, ils promènèrent dans les rues des petits tanks blindés armés de mitraillettes et des "jeeps" avec des canons.

Le nombre de blessés parmi les forces de répression n'est pas connu exactement. Au contraire, les arrestations réalisées par celles-ci les 12, 13, 14, 15 et 16 s'élèvent à plusieurs centaines, et le nombre de manifestants est considérable aussi.

Les jours suivants, les arrestations se sont poursuivies. Le 22 juin, la police a déclaré qu'elle avait arrêté 25 personnes, accusant la plupart d'appartenir au FRAP et d'avoir dirigé et organisé la grève générale. Parmi les détenus figurent, selon la note de la police reproduite par les journaux fascistes= Juan I. Ciganda Sanchez, Pedro Juanicorena Juanicorena, Jesus M. Mutuberria Ibarra, Juan J. Bernal Fernandez, Florentino Juanicorena Corostazu, Francisco Redera, Luis M. Echeverria et Manuel Redera, pour la plupart de jeunes ouvriers.

AUTRES LUTTES OUVRIERES - AUTRES LUTTES OUVRIERES - AUTRES LUTTES OUVRIERES - AUTRES LUTTES OUVRIERES

LA GRANDE GREVE DE LA C.A.F. :

St. Sebastien, 20 Juin. - La grève des ouvriers de la COMPAGNIE AUXILIAIRE DES CHEMINS DE FER (C.A.F.) dans les usines de Irun (300 ouvriers) et Beasain (2,200) dure déjà depuis un mois et demi (cf APEP n°25). Le 30 mai, la direction a renvoyé plus de 1200 ouvriers des ateliers de Beasain, mais les autres ouvriers ont continué la grève sur le tas à l'intérieur des usines pendant les trois premières semaines de Juin. La direction s'est vue obligée de réembaucher les licenciés mais comme le patronat n'accédait pas à leurs revendications de salaire, la grève continue (bien que 10 ouvriers aient été arrêtés par la police le lundi 18.)

MICHELIN EN GREVE

St. Sebastien, 18 Juin. - L'importante usine MICHELIN de Lasarte, avec un personnel de 3.600 ouvriers s'est mise en grève le 1er Juin, tous les travailleurs se solidarisant avec 5 de leurs camarades renvoyés parce qu'ils n'acceptaient pas un changement d'équipe injustifié. Ce même jour, la police est entrée dans l'usine l'après-midi et a expulsé par la force les ouvriers. Le lundi 4, la direction a mis à pied pour une semaine les 3000 ouvriers. Le 11, comme ils reprenaient le travail, ils s'aperçurent que leurs 5 camarades licenciés n'étaient pas réembauchés, alors ils se mirent de nouveau en grève. La grève dure encore.

Dans cette usine, tous les délégués syndicaux ont démissionné depuis longtemps car ils considèrent leur rôle inutile.

GREVE DANS LES POSTES POUR LA PREMIERE FOIS SOUS LE FRANQUISME

Madrid, 1er Juin. - Pour la première fois depuis 1939, les employés des postes se sont mis en grève pour des revendications salariales. Tandis que les facteurs et les employés des Télégraphes réclamaient 2000 ptas d'augmentation par mois, la direction a concédé à la mi-Mai de 70 à 200 ptas selon les catégories.

Quelques sections commencèrent alors à observer un rythme lent de travail en signe de protestation et le 30 eut lieu une assemblée dans le Palais des Télécommunications, à laquelle participèrent 500 fonctionnaires et il y eut en même temps un arrêt de travail dans la section des Télégraphes. La direction a fait alors appel à la police qui a envahi le Palais des Télécommunications avec le nouveau matériel spécial contre les manifestations.

La direction a fait juger 29 fonctionnaires par la Magistrature du Travail mais elle a dû concéder une augmentation de 500 ptas par mois bien que les travailleurs ne soient pas totalement d'accord.

AUTRES GREVES ET LUTTES OUVRIERES

En Catalogne, arrêts de travail chez PIRELLI à Manresa, HUARTE et INERSA à Sabadell, et chez RESCO à Gava.

En Asturies, grève de 1600 travailleurs des MINAS DE FIGUAREDO pendant plus d'un mois. 848 mineurs ont été licenciés.

En Galice, grèves chez FYSBE au Ferrol et chez ASTILLEROS VULCANO à Vigo où la grève a commencé à la suite de la mise à pied pour 8 jours d'un travailleur. Postérieurement, 141 autres ouvriers ont été sanctionnés.

A Madrid, grèves chez IRYDA, chez TRAINCO, à l'entreprise COMERCIAL TERRESTRE Y MARITIMA et chez GRAFICAS LANGA où les travailleurs se sont enfermés pendant plusieurs jours dans les ateliers d'où ils ont été expulsés par la police.

En Andalousie, grèves chez RIO GULF DE PETROLEOS à Huelva, dans la mine de LA REUNION de Villanueva del Rio (Séville) où les mineurs se sont enfermés à l'intérieur d'un puits, et chez CITESA (Malaga) où après que tous les délégués syndicaux aient démissionné le 2 Juin, plus de 1000 travailleurs se sont mis en grève pendant 3 jours.

En Euzkadi, grèves chez MAFESA (Bilbao) où 109 ouvriers furent licenciés à cause d'un arrêt de travail antérieur de 3 jours mais comme les autres ouvriers continuaient la

UBB
Biblioteca de Comunicación
Historia y Geografía
CEDOC

grève, ils furent réembauchés. A l'entreprise LA PALMERA, à Irun, 800 travailleurs se sont mis en grève.

Aux Canaries, grève de quelques 5000 travailleurs qui font la récolte et l'emballage de la tomate pour des revendications salariales au début du mois de Juin.

A Saragosse, les grévistes de choc BALAY et FIBRAS ESSO (les luttes ont commencé en Mai) ont été licenciés (plus de 100) ou mis à pied (plus de 600).

LES TRAVAILLEUSES DE LA COOPERATIVE REGIONALE D'AVICULTURE DE REUS EN LUTTE

Reus, 2 Juin. - Au mois d'Avril déjà, les travailleuses d'une des sections de la coopérative exigèrent par un arrêt de travail une augmentation de salaire, une autre section se joignant à la lutte en boycottant les heures supplémentaires. L'augmentation a été obtenue sous forme de prime.

A la fin du mois de Mai, les travailleuses de la coopérative exigent que cette augmentation soit incorporée au salaire, et de plus de meilleures conditions de travail (gants, 10 minutes pour se laver, des autobus pour le transport etc...) Pour cela il y a plusieurs arrêts de travail et la direction renvoie 4 travailleuses et en met à pied une autre pour 20 jours. Le reste du personnel commence alors une grève de solidarité avec ses camarades et pour que soient satisfaites ses revendications. La direction appelle alors la police et la B.P.S. qui entre dans la coopérative pour arrêter une des grévistes mais elle en est empêchée par les autres. Face à cette situation, la direction décide de licencier massivement et la B.P.S. arrête 4 travailleuses de plus.

L'O.S.O (Opposition Syndicale Ouvrière) de Reus a mené une campagne d'agitation et de dénonciation au moyen de tracts distribués dans toute la ville pour soutenir les travailleuses de la coopérative. La lutte continue.

CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT DE LA DICTATURE YANKEE-FRANQUISTE

Le samedi 9 Juin dernier, le dictateur Franco a désigné officiellement comme chef de son gouvernement l'amiral Carrero Blanco. Ce "collaborateur intime" et "totalement identifié avec l'œuvre politique du Caudillo" selon ses propres paroles occupait jusqu'à maintenant la charge de vice-président du gouvernement et il avait été désigné antérieurement pour remplacer Franco dans le cadre de la manœuvre de restauration monarchique. (cf APEP n°16 sur sa nomination antérieure).

Le nouveau gouvernement choisi par lui a été appelé "le gouvernement de l'enterrement" (on sous-entend de Franco), "le premier gouvernement de la monarchie" mais surtout il est considéré comme le "Gouvernement de la répression".

L'obsession de Carrero Blanco pour le maintien de "l'ordre" apparaît très souvent dans ses discours ("Que personne, ni de l'extérieur, ni de l'intérieur, n'ait le plus petit espoir de pouvoir altérer notre système". "Il reste, en dernier recours, les forces armées pour lesquelles ce sera toujours un point d'honneur que d'obéir à Franco" (il l'a déclaré en 1968) et dans la déclaration du gouvernement du 14 Juin: "Le gouvernement prendra avec fermeté ses responsabilités en cette matière, en maintenant avec décision l'ordre et la paix intérieure de la nation". Les changements qui ont eu lieu dans le gouvernement vont dans ce sens. Tandis que les ministères "économiques" continuent à avoir à leur tête les hommes de l'Opus ou des amis de l'Opus liés tant au franquisme qu'à l'impérialisme yankee: Barrera de Irízar (Finances), Cotarruelo (Commerce), Liñán y Zofio (Information et Tourisme), Lotona (Industrie) etc..., dans d'autres ministères apparaissent des franquistes dont la mission sera le maintien de l'ordre: Torcuato Fernández Miranda (qui sans cesser d'être ministre du Mouvement est nommé par Carrero à la vice-présidence du gouvernement où il se chargera de la Sécurité de l'Etat), Carlos Arias Navarro (fasciste notoire, connu comme le "bourreau de Málaga" où il a fusillé des centaines de républicains en 1937, ex-directeur général de la Sécurité, il est nommé ministre de l'Intérieur; Ruiz Jarabo (qui s'est aussi fait remarquer par son travail de répression) est nommé ministre de la "Justicia"; Julio Rodríguez (désigné antérieurement comme directeur de l'Université de Madrid avec la mission de réprimer académiquement le mouvement universitaire) est nommé ministre de l'Education Nationale, etc...

Toute la presse de la dictature loue la "sage" décision de Franco d'avoir nommé Carrero Blanco chef de gouvernement: "Carrero Blanco apporte avec lui l'essence du régime... Il incarne la continuité au plein sens du terme" (Arriba); "signe évident de continuité politique" (Nuevo Diario); "La nomination du président du gouvernement était politiquement conseillé" (Ya) etc... Et le ministre Fernandez de la Mora a tenu à préciser: "Il n'y aura pas de post-franquisme mais le franquisme après Franco". A la Bourse, aussitôt connue la nouvelle de la désignation de Carrero Blanco, toutes les valeurs ont augmenté de plusieurs points; Le premier acte officiel du nouveau président du gouvernement a été d'avoir une entrevue avec Mr. Hill, secrétaire adjoint de la Défense.

REPRESSION - REPRESSION - REPRESSION - REPRESSION - REPRESSION - REPRESSION - REPRESSION

LA REPRESSION EXERCÉE PAR LA DICTATURE LE 1er ET LE 2 MAI A MADRID

Nous avons reçu du Fonds Uni de Solidarité (F.U.S.) plusieurs documents se référant à la répression après les luttes du 1er et du 2 Mai à Madrid, une liste des personnes arrêtées par la police franquiste et des informations sur les tortures subies par les détenus à Madrid. Nous extrayons de ces informations ce qui nous semble le plus important.

DETENTIONS ET BRUTALE REPRESSION

La police franquiste, après avoir procédé aux arrestations, le 1er mai à Madrid, a frappé les personnes arrêtées d'une façon sauvage, dans la rue, sous les portails, sur le trajet jusqu'à la Direction Générale de Sécurité. Une fois que les détenus se trouvèrent à l'intérieur de cette enceinte, une bestiale répression s'abattit sur eux, à un point tel que les policiers de la Brigade Politico-Sociale étaient assistés par un médecin psychologue chargé de diriger d'une façon "scientifique" toute la gamme des tortures, les graduant de telle façon qu'elles atteignent le point maximum de la résistance humaine sans cependant provoquer la mort. Les mêmes vexations et tortures furent appliquées aux détenus postérieurement au 1er Mai. Ce jour-là, quand les détenus, dans les cellules même, étaient identifiés par la police, des groupes de 6 et 7 policiers les frappaient en même temps qu'ils leur enlevaient leurs vêtements, à coups de poings et de matraques. Les détenus étaient aussi sauvagement frappés dans les couloirs quand ils se rendaient aux interrogatoires.

Les "interrogatoires" de la B.P.S. furent très brutaux. Quelques femmes furent violées par les tortionnaires de la B.P.S.; une femme avorta à la suite des tortures. L'un des torturés eut la colonne vertébrale brisée et d'autres les tympans crevés. Un jeune détenu eut un bras paralysé, complètement noirci par les décharges électriques successives qui lui furent appliquées au moyen d'électrodes. Les tortures furent dirigées par les assassins les plus célèbres de la B.P.S. : Yague, Croix, Conesa, Dolos etc... Quelques détenus, hommes et femmes furent défigurés de telle façon que la police a interdit aux médecins et avocats de leur rendre visite pendant plusieurs jours. L'ambiance de répression sauvage était telle à la Direction Générale de Sécurité qu'à un moment donné tous les détenus du 1er Mai furent rassemblés dans la cour et des policiers armés se mirent à les frapper sans s'arrêter.

TOUTES SORTES DE MESURES ARBITRAIRES

Les détenus demeurèrent à la Délégation Générale de Sécurité plus des 72 heures stipulées par la dictature yankoo-franquiste elle-même comme temps limite avant d'être envoyés en prison, ce qui fit qu'ils restèrent pendant plusieurs jours à la merci des tortionnaires de la B.P.S. Plusieurs détenus une fois à la prison provinciale de Carabanchel ou à son annexe, l'Hôpital Psychiatrique furent emmenés de nouveau à la D.G.S. et remis aux mains des tortionnaires. Le Tribunal Militaire et concrètement le commandant des poines Griffio facilita cette mesure dont furent victimes Paloma del Hoyo, Juan Díaz, Fernando Proenza et beaucoup d'autres. On interdit aux médecins pendant plusieurs jours de rendre visite aux torturés et de les soigner. On menaça les avocats qui essaieraient de les défendre et de dénoncer les tortures. De plus, on leur interdit d'entrer en relation avec les détenus qu'ils voulaient défendre.

SAUVAGES TORTURES

Nous en signalons certaines, avec les noms des détenus.

Paloma del Hoyo Sevilla. 17 ans. Frappée pendant plusieurs heures à coups de poings et de matraques. Blotie sur une chaise, à genoux, on lui frappe les pieds systématiquement avec une matraque. Après avoir fait sa déclaration devant le juge militaire elle fut de nouveau emmenée devant la B.P.S. qui la maltraite à nouveau.

Gloria Oliva Calvo. 17 ans. Maltraitée brutalement avec toutes sortes d'objets contondants à la Délégation Générale de Sécurité. Elle a des hématomes et des blessures sur tout le corps.

Petra de La Torre. Torturée plusieurs fois, elle a vomi du sang plusieurs fois. Son corps est noir à cause des coups reçus, elle est défigurée.

Antonio Jalón Ramos. Frappé sur la plante des pieds avec un bâton strié de fer: il ne pouvait se tenir debout en arrivant à la prison de Carabanchel. On lui a intriduit de la chaux dans la bouche au cours des "interrogatoires".

Luis Manuel Berragán. Frappé sur tout le corps à coups de poings, de barres de fer, de pointes de parapluie, on lui a fait subir la torture dite du "kangourou": accroupi, les mains attachées aux pieds, on fait sauté le détonu en même temps qu'il est frappé à coups de cravaches.

Ildefonso Lopez Doblas. Frappé dans la rue, aussitôt après son arrestation. Il fut frappé à la D.G.S., avec une barre de fer entourée de cuir pendant longtemps et on lui infligea la torture "du canard" ou "de la table d'opérations": le torturé, à la moitié du corps étendu sur une table, l'autre moitié pendant en dehors et on le frappe sur l'estomac, les côtes, ...avec des interruptions pour lui plonger la tête dans un seau d'eau.

Antonio Hernandez. Malade cardiaque, il fut cependant frappé de 9h. du matin à 3h et demie du matin. Comme il s'est évanoui, on lui a appliqué une forte dose d'"Efortil" pour que lorsqu'il se réveillerait on puisse continuer à le frapper.

José Luis Jiménez. Epaule démise à la suite des tortures. A la D.G.S. il fut torturé et il eut les talons et les mollets très endommagés. Il fut frappé sur les testicules et la police secrète lui frappa la tête contre une table et lui tira les cheveux au point de les lui arracher.

Enrique Aguilar. Sauvagement torturé. Ils essayèrent de l'asphyxier deux fois et son cœur se paralysa plusieurs fois. Il eut le bras paralysé à la suite des décharges électriques.

Jorge et Jesus Diz Gómez. Ils furent torturés par applications de courant électrique pendant plusieurs heures consécutives. On leur introduisit des barres métalliques hexagonales entre les doigts, barres que l'on faisait tourner en écrasant en même temps les doigts. Leurs mains furent complètement abîmées.

Rafael Vallejo Pérez. Frappé avec des matraques il a eu le front ouvert. On lui a infligé la torture "du Canard".

Fernando Proenza Gonzalez. On le fit sortir de Carabanchel et on lui infligea la torture de "la table d'opérations".

Antonio Hernandez Lopez. Frappé à coups de bâtons pendant trois jours.

Les autres détenus furent torturés d'une façon semblable à la D.G.S.

DETENTIONS A MADRID

La presse franquiste a annoncé dans les premiers jours du mois de Mai l'arrestation de 150 personnes, accusées d'avoir participé aux actes du 1er et du 2 Mai 1961 et d'appartenir au FRAP.

DETENUS A VALLADOLID ACCUSES D'APPARTENIR AU P.C.E. (M-L)

La presse fasciste a annoncé le 28 Juin l'arrestation de 7 personnes; elle accuse certaines d'entre elles d'appartenir au Comité Provincial du P.C.E.(m-l), d'avoir fabriqué une propagande importante et d'avoir placé un drapeau rouge avec la faucille et le marteau et les sigles du P.C.E.(m-l) dans le quartier de "Las Delicias".

DETENUS A VALENCE ACCUSES D'APPARTENIR AU FRAP

La presse fasciste annonce que la Garde Civile a arrêté à Valence huit jeunes gens - cinq jeunes filles et trois garçons- et s'est emparée dans trois appartements de matériel tel que radio, machines à photocopier, et 2 tonnes d'imprimés signés des sigles FRAP et FUDE, des engins explosifs de fabrication artisanale, des barres de fer, etc

ACCUSES D'APPARTENIR AU P.C.E.(m-l) FACE AU TRIBUNAL D'ORDRE PUBLIC

Madrid, 28 Mai. - Le T.O.P. a accusé Manuel Corpa et Maria Rivero d'appartenir au P.C.E.(m-l) et d'être membres du FRAP. Le Procureur a demandé pour le premier 8 ans de prison et 3 ans pour la seconde, les accusant d'association et de propagande illégales.

FACE AU T.O.P., ACCUSE D'APPARTENIR AU FRAP

Valence, 20 Juin. - José Enrique Tormo s'est pourvu contre la sentence du T.O.P. qui l'avait condamné, l'accusant de distribuer des tracts du FRAP sur le marché de Valence.

40 DETENUS A ELCHE

Alicante, 4 Juin. - 40 personnes ont été arrêtées à Elche et, selon une note de la presse fasciste "la plus grande partie des détenus sont organisés dans les Jeunesses Communistes marxistes-léninistes, l'Opposition Syndicale Ouvrière et d'autres organisations du FRAP.

PROTESTATION DE 595 INTELLECTUELS DE MADRID CONTRE LES TORTURES

En signe de protestation contre les tortures infligées aux détenus à l'occasion du 1er et du 2 Mai à Madrid, 595 intellectuels ont adressé une protestation écrite au ministre de l'Intérieur et de l'Information et du Tourisme. Il y est signalé que certains détenus sont restés jusqu'à une semaine dans les cachots de la D.G.S. et on y trouve une liste des tortures subies et des noms des torturés.

MEDAILLE D'ARGENT POUR LA BRIGADE POLITICO-SOCIALE DE BILBAO

Le ministre de l'Intérieur franquiste a remis une médaille d'argent du mérite policier à la B.P.S. de Bilbao qui dirige ses opérations en Biscaye, Guipuzcoa, Alava, à Burgos, Logroño et Santander. Cette médaille a été remise à la B.P.S. pour l'assassinat de Estasio Mendizábal, dirigeant de ETA-V, le 20 Avril à Algorta. (cf APEP n°24). Le chef du commissariat de Algorta, José Pérez Franco a eu postérieurement un avancement qui le met au commandement du Commissariat de Burgos.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE: "EN FINIR AVEC LA SUBVERSION A L'UNIVERSITE".

Grenade, 24 Juin. Le nouveau ministre de l'Education Nationale, Julio Rodriguez Martinez a déclaré au cours d'une réception à l'Université de Grenade: "l'un des buts que je me suis proposés est d'en finir avec la subversion à l'Université".

AUGMENTATION DE SALAIRE POUR LES FONCTIONNAIRES DE LA POLICE

Madrid, 24 Juin. - La Junte Centrale des Rétributions franquiste a approuvé l'augmentation de salaire pour les fonctionnaires des Corps Généraux de Police, des corps de l'administration de la Direction Générale de la Sécurité.

ACTUALITE POLITIQUE ET PRESSE POPULAIRE - ACTUALITE POLITIQUE ET PRESSE POPULAIRE - ACTU

CELEBRATION DU 1er CONGRES DU P.C.E.(m-l).

Le Parti Communiste d'Espagne (m-l), membre du Comité Coordinateur pro-FRAP a donné la nouvelle de la célébration récente de son 1er Congrès, qui a représenté une avancée importante sur tous les terrains pour cette organisation; la célébration du 1er Congrès du P.C.E.(m-l) signifie aussi un important renforcement tant sur le plan politique que sur le plan organisationnel pour l'ensemble du FRAP. Au cours de son 1er Congrès, le P.C.E.(m-l) a élaboré une Résolution Générale et un Message de Salut à tous les partis et organisations marxiste-léninistes du monde. Ces documents, ainsi que le discours de clôture de ce Congrès ont été diffusés en plusieurs langues par l'office d'Information et de Presse du P.C.E.(m-l). Dans la Résolution Générale est signalée l'ambiance d'enthousiasme et l'étroite camaraderie qui existe entre les délégués assistant au Congrès venus de tous les coins d'Espagne et de l'émigration. Nous reproduisons le Communiqué publié dans "Vanguardia Obrera", organe du Comité Central du P.C.E.(m-l)

COMMUNIQUE

"Après presque 9 ans d'existence, notre Parti a célébré son 1er Congrès dans la stricte clandestinité. Par les travaux qui y ont été réalisés, par le haut niveau des discussions par la formidable unité idéologique et politique obtenue, par la représentativité des délégués qui sont venus d'Espagne et de nos organisations à l'étranger, le 1er Congrès a représenté un grand succès et doit marquer un nouveau jalon dans l'histoire de notre Parti et de la lutte révolutionnaire du peuple espagnol.

Le Congrès a approuvé le compte-rendu du Comité Central et sa publication ultérieure, la Ligne politique, les statuts et le Programme du Parti et il a élu le nouveau Comité Central. Le Congrès a élaboré aussi une Résolution Générale, un message aux Partis et aux Organisations marxiste-léninistes du monde, un message à nos camarades emprisonnés et à tous les prisonniers antifranquistes. De son côté, le 1er Congrès a reçu un émouvant salut de nos militants emprisonnés à la Prison de Carabanchel et un autre, enthousiaste, du Comité Exécutif de la Jeunesse Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste).

Finalement il faut souligner que pendant plus de 2 ans, tous les militants et les candidats du Parti, sans exception, ont collaboré activement à la préparation du 1er Congrès lequel, en plus, a su recueillir le sentiment et les opinions des masses populaires espagnoles.

Immédiatement après le Congrès, le 1er Plenum du Comité Central récemment élu s'est réuni et a procédé à l'élection du Comité Exécutif conformément à ce qui est stipulé dans les statuts."

Voici les titres les plus importants de l'ample résolution générale: "Notre lutte contre le révisionnisme moderne et son principal détachement en Espagne, le groupe du renégat Carrillo"; "Contre la continuité monarchique, contre la domination yankee, contre la normalisation des relations avec l'Espagne franquiste"; "Vers la proclamation du Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote"; "Forgeons l'unité des forces marxistes-léninistes et révolutionnaires en un ample Front révolutionnaire et antiimpérialiste". Parmi les décisions prises par le Congrès figurent celle de publier l'organe "Vanguardia Obrera" tous les 15 jours et d'augmenter son tirage.

Dans la Résolution Générale, on souligne que la proclamation du FRAP comme tel doit donner une impulsion décisive à la lutte du peuple espagnol, en le faisant avancer dans sa lutte révolutionnaire.

Voici, enfin, un extrait d'un paragraphe de la Résolution citée: "Egalement notre Congrès constate le développement impétueux sur tous les terrains surtout parmi la classe ouvrière, la paysannerie et la jeunesse révolutionnaire des organisations de masses qui font partie du Comité Coordinateur National pro-FRAP."

DOCUMENT DU COMITE COORDINATEUR PRO-FRAP DEMANDANT LE BOYCOTT DU TOURISME DANS L'ESPAGNE FRANQUISTE

Le Comité Coordinateur pro-FRAP a édité un fascicule intitulé "Impulsons dans toute l'Europe le boycott du tourisme dans l'Espagne franquiste". Ce document porte le sous-titre: "Appel du Comité Coordinateur pro-FRAP à tous les révolutionnaires, à toute l'opinion antifasciste et démocratique d'Europe". Dans ce document, les points suivants sont examinés: "Espagne, Grand Hôtel"; "Racines du "boom" touristique"; "comment fonctionne et à qui bénéficie le tourisme". "Séquelles du tourisme pour le peuple espagnol"; "La réponse populaire et la politique du Comité Coordinateur pro-FRAP face au tourisme dans l'Espagne franquiste".

IMPORTANT ARTICLE DU JOURNAL REPUBLICAIN "POLITICA"

Dans son numéro d'Avril-Juin, "Politica" publie un article dans lequel au sujet de la manifestation fasciste de Madrid, et sous le titre "Attention aux démagogues et aux visionnaires!", il souligne d'importantes questions. Il dit: "Nous refusons d'admettre, par principe, la nouvelle répandue par certains démagogues et acceptée par certains visionnaires sur la possibilité de libéralisation du système franquiste, avec ou sans Opus Dei" "POLITICA- continue-t-il- n'a jamais accepté la thèse de la "discrimination" des pontifes du régime en "ultras" et "modérés". Ce qui pour nous a compté, compte et comptera, en marge de toute autre considération a été, est et sera la politique d'un gouvernement homogène au moment des décisions: la politique de ministres corresponsables et solidaires entre eux."

"Pour nous, -dit POLITICA- ce qui compte en premier lieu, c'est le caractère fasciste invariablement fasciste du régime actuel de l'Espagne, en marge de dissensions supposées ou réelles entre ses pontifes, en marge de groupes et de personnes qui soutiennent et servent le régime".

DECLARATION DU COMITE EXECUTIF DE LA JEUNESSE COMMUNISTE D'ESPAGNE (M-L) A L'OCCASION DES MANIFESTATIONS REVOLUTIONNAIRES DU 1er ET DU 2 MAI

Ainsi s'intitule un document de la J.C.E.(m-l), membre du Comité Coordinateur pro-FRAP où l'on passe en revue les luttes menées pendant ces journées et l'on souligne comment "à la violence réactionnaire et traître, les manifestants ont opposé la violence révolutionnaire et populaire". On appelle la jeunesse révolutionnaire à s'incorporer massivement à la lutte contre nos ennemis, contre l'odieuse monarchie du pantin Juan Carlos qui prétendent maintenant imposer les yankees et les fascistes à notre peuple".

COMMUNIQUE DE L'O.S.O. CONTRE LA PRISE DE POSITION DE LA DIRECTION DES COMMISSIONS OUVRIERES SUR LES ACTIONS REVOLUTIONNAIRES DU 1er MAI A MADRID

Ce document: "Démasquons les traîtres leaders des Commissions Ouvrières qui se sont mis du côté du fascisme face aux actions révolutionnaires du 1er Mai à Madrid"- a été publié par la Coordinatrice Nationale de l'Opposition Syndicale Ouvrière et distribué massivement. Au sujet de l'exécution d'un policier de la B.P.S. à Madrid par les masses de manifestants, il est dit dans le communiqué: "les Commissions Ouvrières traîtres, dirigées par Carrillo et sa vile camarilla, ont rendu public un communiqué dans lequel elles condamnent l'exécution du policier par les masses et -à travers leurs compasas, les réformistes français- elles accusent cet acte révolutionnaire d'avoir été l'oeuvre de provocateurs manœuvrés par la police".

SALUT DE LA IIIème CONFERENCE DES ORGANISATIONS DE L'"OPPOSITIONNELLE GEWERKCHAFT" D'ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET DE BERLIN A LA COORDINATRICE NATIONALE DE L'O.S.O.

En voici un extrait: "Frères de classe espagnols: Nous sommes remplis d'admiration devant votre lutte contre l'impérialisme yankee et ses laquais fascistes dans votre patrie et également devant votre lutte courageuse aux côtés et à la tête des ouvriers allemands et étrangers contre l'exploitation et la répression dans notre pays." De son côté, la Coordinatrice Nationale de l'O.S.O. a répondu à travers son organe "Emancipación". Voici un extrait de sa réponse: "Nous, ouvriers espagnols, nous voyons

avec joie la constitution de l'Oppositionnelle Gewerchaft, syndicat révolutionnaire des ouvriers allemands, qui est appelé à balayer des usines allemandes les syndicats réformistes vendus. Nous considérons d'une grande utilité l'exemple d'internationalisme que vous avez donné en soutenant avec enthousiasme la grève des ouvriers espagnols de chez OPEL-BOCHUM et nous vous en remercions profondément."

CONDAMNATION DU COLONIALISME AU SAHARA DIT "ESPAGNOL" PAR L'O.U.A.

Au cours de la Conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) qui a eu lieu à Addis Abeba, cette organisation a condamné la domination coloniale espagnole sur le Sahara "espagnol".

APPEL DE LA FUDE (FEDERATION UNIVERSITAIRE DEMOCRATIQUE ESPAGNOLE) AUX ORGANISATIONS ETUDIANTES

Le Comité National de la F.U.D.E. a envoyé un appel "A toutes les organisations étudiantes révolutionnaires du monde", daté de Juin 73 dans lequel, se référant aux luttes de Madrid du 1er et du 2 Mai derniers elle fait appel à leur solidarité avec les étudiants arrêtés et torturés.

"Le Comité National de la FUDE - lit-on dans cet appel - s'adresse à toutes les organisations étudiantes révolutionnaires, à tous les étudiants révolutionnaires et antifascistes de tous les pays pour qu'ils se mobilisent et luttent au coude à coude avec nous pour sauver nos camarades, pour arrêter les mains des bourreaux et des tortionnaires yankee-franquistes."

"Nous nous adressons à toutes les organisations révolutionnaires et antifascistes du monde pour qu'elles fassent des grèves, des manifestations, contre les ambassades et les centres franquistes pour obtenir un soutien pour les prisonniers et leurs familles, pour le boycott des bateaux et des avions espagnols etc..."

DEUX SCISSIONS PRODUITES DANS L'ORGANISATION DE M. CARRILLO

Le Parti dirigé par Santiago Carrillo a subi récemment deux scissions qui, semble-t-il ont été la conséquence de la façon dont a été organisé le "VIIIème Congrès" de cette organisation l'été dernier. L'une des 2 scissions auxquelles nous nous référons, la plus importante semble-t-il, a affecté la plus grande partie de son organisation dans le Pays Valencien et une bonne partie de celle de Madrid. Cette première scission a pris le nom de "Opposition de Gauche au VIIIème Congrès" et accuse Carrillo et un autre dirigeant de ce parti d'irrégularités et de pratiques non démocratiques." D'autre part, la seconde scission s'est produite en Biscaye.

DOCUMENT DE L'ORGANISATION DE GALICE DU P.C.E. (m-1)

Ce document, qui nous a été remis par le P.C.E. (m-1), membre du Comité Coordinateur pro-FRAP, porte le titre "Appel au peuple galicien". Il s'agit d'un travail documenté qui est divisé en parties dans lesquelles sont étudiés: les luttes menées par le peuple galicien tout au long de son histoire; la domination exercée sur la Galice par l'impérialisme américain dans les domaines militaires, économique, politique, culturel scientifique et technique; la situation de divers secteurs populaires en Galice et des problèmes comme celui de l'émigration et de l'oppression centraliste; les luttes du Ferrol et de Vigo et les agissements -qualifiés de contre-révolutionnaires dans le document cité - de l'organisation de Carrillo, Ibarruri, Santiago Alvarez; l'alternative révolutionnaire du P.C.E. (m-1); et finalement, quelques annexes dont le plus important est celui qui contient une liste des entreprises de Galice qui sont sous le contrôle de monopoles américains, et celui qui est consacré à l'oligarchie galicienne.

CONSTITUTION DES COMITES PRO-FRAP DE TARRAGONA, VALLES ET IGUALADA

Le journal "FRONT", organe du Comité pro-FRAP de Catalogne donne la nouvelle de la constitution du Comité pro-FRAP de Tarragone qui réunit les organisations suivantes: Union Populaire des Paysans (UPC), Opposition Syndicale Ouvrière (OSO) et Parti Communiste d'Espagne (M-L). Se sont constitués aussi: le Comité Local d'Igualada et le Comité Régional du Vallès (dans l'importante zone industrielle proche de Barcelone).

LUTTES POPULAIRES - LUTTES POPULAIRES - LUTTES POPULAIRES - LUTTES POPULAIRES - LUTTES PO

BOYCOTT POPULAIRE DES AUTOBUS A GRENADE

Grenade, 2 Juin. - Devant la décision d'augmenter le prix des billets des autobus de Grenade (pour la 2eme fois cette année) toutes les organisations du Comité pro-FRAP de Grenade (O.S.O., PCE(m-l), FEDEM -Fédération Démocratique des Lycéens -, JCE (m-l), UPC) ont mené une grande campagne d'agitation et de dénonciation tout au long du mois de Mai (au moyen de tracts, inscriptions à l'entrée des usines et au centre de la ville) appelant tout le peuple au boycott, le 1er Juin, date à laquelle la hausse devait entrer en vigueur.

Face à l'ample campagne d'agitation antifasciste, la plus importante à Grenade depuis 1939, la police effrayée de l'ambiance créée pour le boycott et de la popularité des appels lancés, a distribué des milliers de tracts contre le FRAP mais cela n'a eu aucun résultat.

Le 1er au matin la ville était remplie de policiers armés, de gardes civils mitrillottés au poing et d'une grande quantité d'assassins de la B.P.S. et de police en civil. Aux arrêts d'autobus les plus importants il y avait des jeeps de la police qui surveillaient. Mais ce déploiement de police ne put empêcher que le peuple de Grenade se mobilise autour du mot d'ordre du FRAP. Dans beaucoup de quartiers le boycott fut total et la plupart des travailleurs allèrent au travail à pied ainsi que les ouvriers d'une grande quantité d'usines, d'ateliers et de chantiers qui, malgré les menaces de la police ont démontré par cette journée de lutte leur soutien et leur sympathie vis-à-vis du Comité pro-FRAP de Grenade.

AUTRES LUTTES POPULAIRES

Barcelone, 14 Juin. - Depuis plus d'un mois, tous les médecins, les infirmières et le personnel auxiliaire du Centre Chirurgical de San Jorge sont en grève. (C'est l'un des centres hospitaliers les plus prestigieux d'Espagne). La cause de la grève est le licenciement non fondé de 5 médecins.

Oviedo, 30 Mai. - Les habitants de Sobrescobio ont manifesté devant la Municipalité, massivement et avec des pancartes pour protester contre le prix, décidé par les "autorités" sans leur demander leur avis, de leurs terres expropriées par la force pour construire un barrage. La manifestation a été dissoute par la Garde Civile.

Santa Cruz de Tenerife, 19 Juin. - Cette nuit, un commando a lancé des cocktails Molotov sur le Centre de Tourisme de cette localité et il a point de nombreuses inscriptions contre le tourisme et la dictature yankee-franquiste. A la suite de cela, il y a eu un incendie qui a détruit une partie du local.

Mieres, (Asturies), 30 Juin. - Les femmes du quartier de San Pedro ont manifesté hier et ont essayé de bloquer la circulation des camions de charbon pour protester contre la saleté et le manque d'hygiène que la poussière de charbon représente pour le quartier sans que HUNOSA ne fasse rien pour y remédier. La police armée a dispersé la manifestation des femmes.

LES HABITANTS DU QUARTIER DE SANTA COLOMA (BARCELONE) EN LUTTE POUR L'ECLAIRAGE DE LEUR QUARTIER

Santa Coloma de Gramanet, 16 Juin. - Les habitants qui déjà l'an dernier avaient écrit une lettre au maire pour protester contre les conditions dans lesquelles ils vivaient (pauvres, état des rues, éclairage, manque d'écoles, manque de médecins etc...), lettre qui est restée sans réponse, ont décidé en assemblée de faire une manifestation l'après-midi à laquelle ont participé 400 personnes avec des pancartes, des bougies et des torches pour réclamer l'éclairage public. Les manifestants ont crié: "de la lumière pour le quartier" et ils ont bloqué la circulation pendant quelques minutes.

Le 21, la Junta pro-FRAP de Santa Coloma distribue un tract expliquant la manifestation

et appelant les habitants à s'organiser et le 24 Mai il y a une nouvelle manifestation dans le quartier de 1000 personnes environ qui dure une heure et la circulation est bloquée pendant 15 minutes. De nouveau, devant l'indifférence de la Municipalité, le 7 Juin, 1000 personnes manifestent, parcourant le quartier, applaudis par tous les habitants. Cette fois la Garde Civile tente de dissoudre la manifestation et de s'emparer des pancartes. Il se produit un affrontement au cours duquel le lieutenant qui commandait les forces de répression reçoit un coup "perdu" à la tête tandis que les habitants jettent des choses sur les gardes civils depuis les maisons et ceux-ci tirent plusieurs fois. Une partie des manifestants se dispersent, les autres répondent en criant avec le poing levé: "Dictature assassin!" et ils jettent plusieurs cocktails Molotov sur les forces de répression. Il y a plusieurs blessés. La lutte continue et le 15 Juin, la Junta du FRAP de Santa Coloma peint les mots d'ordre suivants dans le quartier: "de la lumière pour le peuple", "Luttons pour un éclairage digne" signés du FRAP.

DIVERSES NOUVELLES - DIVERSES NOUVELLES - DIVERSES NOUVELLES - DIVERSES NOUVELLES - DIV

MANOEUVRES MILITAIRES CONJOINTES DES ARMEES FRANQUISTES ET FRANCAISES

Toulouse, 9 Juin.- Dans la région de Castres se sont déroulées les manœuvres militaires "Iberia V-73" auxquelles ont participé ensemble les parachutistes des armées française et franquiste. Ces manœuvres, qui se sont déroulées du 4 au 8 de ce mois se sont terminées par un défilé militaire à Castres. De nombreuses organisations politiques et syndicales françaises et espagnoles ont protesté contre ces manœuvres. Ce ne sont pas les premières qui sont faites conjointement. Dernièrement, et à l'occasion de la visite officielle que le pantin Juan Carlos rendit au gouvernement français qui l'avait invité la Marine française avait envoyé à ses manœuvres méditerranéennes des unités de l'Armée de l'Air franquiste.

OPERATIONS MILITAIRES ANTIGUER ILLAS DANS LA REGION DE LA "MANCHA"

Ciudad Real, 13 Juin.- Plus de 2000 hommes de l'Armée de Terre franquiste participent à des opérations militaires contre des guerrillas imaginaires dans la région de La Mancha. Les exercices consistent à éviter des explosions de ponts, à des attaques par surprise et autres genres de lutte contre des commandos de guerrilleros.

LA PROFONDE CRISE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE A ALICANTE

Alicante, 7 Juin.- Pendant le mois de Mai dernier, 128 usines et ateliers artisanaux de cette province se sont vus obligés de fermer devant la crise produite dans ce secteur par la hausse des prix des matières premières et la baisse vertigineuse des ventes aux Etats Unis, principal marché des chaussures de luxe fabriquées en Espagne.

En 1972 déjà, 637 entreprises employant 7035 ouvriers ont dû fermer et cette année, 450 entreprises employant 3830 ouvriers.

COLLABORATION MILITAIRE ET INDUSTRIELLE FRANCO-ESPAGNOLE

Bilbao, 25 Juin. - 3 entreprises situées en Euzkadi (à Vitoria, Andoain et Bilbao) ont commencé à fabriquer depuis un mois divers éléments du tank français "AMX-30".

D'autre part, actuellement, ce même modèle de tank est fabriqué sous licence et il est destiné à l'Armée de Terre franquiste.